

Nouveaux Cahiers du socialisme



En finir avec la droite ! Réflexions autour de la mécanique du bouc émissaire

Pierre Mouterde

Numéro 23, hiver 2020

La droite : quelles droites ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/92909ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Mouterde, P. (2020). En finir avec la droite ! Réflexions autour de la mécanique du bouc émissaire. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (23), 148-154.

En finir avec la droite !

Réflexions autour de la mécanique du bouc émissaire

Pierre Mouterde

Sociologue et essayiste

*Ce que le parti a fait avant la victoire d'Hitler était parfaitement juste.
C'est seulement ce qu'il n'a pas fait qui était erroné.*
— Ernst Bloch¹

Au moins, peut-on commencer par ce qui fait relativement consensus à gauche : il y a au Québec comme partout ailleurs, montée de la droite et surgissement d'une extrême droite populiste apparemment de plus en plus active ! Tous ou presque

¹ C'est dans le cadre de sa résistance farouche à la montée de ce qu'il appelait la « sauvagerie » qu'Ernst Bloch a eu cette formule s'interrogeant dès 1935 sur la lutte des marxistes allemands contre l'ascension du national-socialisme. Voir Ernst Bloch, *Héritage de ce temps*, Paris, Payot, 1978, p. 11, Avant-propos à l'édition de 1935. Cité par Christian Boucq et Marc Maesschalck, *Déminons l'extrême droite*, Charleroi (Belgique), Couleur livres, 2005.

Boucq et Maesschalck, dès 2005, ont su, lorsqu'il s'est agi de lutter contre l'extrême droite contemporaine, rappeler quelques éléments-clefs que notre texte, à partir de sa propre logique, recoupe à sa manière : 1) pour agir efficacement, il faut toujours distinguer entre phase d'ascension sociale de l'extrême droite et phase d'occupation du pouvoir ; 2) dans la phase d'ascension, il faut toujours savoir distinguer « le terreau favorable » à l'expansion du phénomène de la machine de prise de pouvoir proprement dite ; 3) pour relancer une action collective contre l'extrême droite, il faut identifier les points vulnérables de la démocratie qu'elle exploite et les formes de coopération entre micro et macro-acteurs démocratiques à mettre en place ; 4) parmi ces vulnérabilités, il faut être attentif aux multiples fractures (hommes/femmes, de générations différentes, nationaux/immigrés, riches/pauvres, travailleurs avec ou sans emploi) pouvant basculer soit vers un individualisme exacerbé (facilement manipulable politiquement), soit vers un nouvel élan social (p. 119, 120, 121 de *Déminons l'extrême droite*).

s'entendent là-dessus, et qui plus est, partagent un même sentiment d'inquiétude vis-à-vis de ce qui prend l'allure d'un retour de la xénophobie quand ce n'est pas de l'islamophobie et du racisme, en particulier envers les immigrantes et les immigrants nouvellement arrivés. Et de tels phénomènes sont d'autant plus préoccupants que, comme l'ont fait remarquer nombre d'observateurs, on peut noter bien des ressemblances possibles avec d'autres périodes de l'histoire, notamment celle des années 1930 où, en Europe, se sont développés des régimes autoritaires de type fasciste de sinistre mémoire.

Mais si beaucoup reconnaissent la gravité du danger, peu s'entendent néanmoins sur la manière de mettre un frein à de telles tendances. Là commencent les divergences !

Sans doute – et c'est, je crois, ce à quoi s'emploie surtout ce dossier des NCS – faut-il savoir dénoncer ces ennemis de droite et d'extrême droite ainsi que les dangers qu'ils représentent ! Sans doute est-il utile de décrire les formes qu'ils peuvent prendre et les maux les plus néfastes qu'ils peuvent entraîner ! Sans doute est-il nécessaire de susciter l'indignation et de montrer en quoi cette montée de la droite et de l'extrême droite fait politiquement plus que problème ! Sans aucun doute !

Pourtant, en rester là, non seulement n'est pas suffisant, mais encore ne paraît pas – eu égard aux années qui passent – très efficace et productif. Après tout, cela fait au moins entre 30 et 40 ans que la droite a commencé à acquérir une position culturelle hégémonique sur la scène politique du monde, et près de 15 ans qu'ont surgi des mouvements populistes d'extrême droite, sans qu'on ait pu jusqu'à présent, ne serait-ce que minimalement, y mettre un frein. Y compris au Québec !

Bien au contraire, ce sont aujourd'hui de larges secteurs de la population – dont une bonne frange des classes populaires et subalternes – qui, au lieu de se reconnaître dans les idées égalitaires et émancipatrices de la gauche, adhèrent à des propositions politiques chaque fois plus marquées par une vision de droite. Comme si la conscience que les classes populaires ont de leurs propres intérêts a fini par se détacher complètement de la situation sociale subalterne qu'elles continuent indéniablement à occuper². Ce qui les amène à voter ou à prendre fait et cause pour des partis ou des groupes qui, d'un côté, les instrumentalisent sur le mode populiste, et, de l'autre, défendent dans les faits un programme politique néolibéral et à tendance autoritaire, foncièrement anti-populaire.

Certes pour comprendre cette montée des droites et la difficulté de la stopper, il

2 Déjà en son temps, au cours des années 1930, Wilhelm Reich avait fait ressortir ce point : « Nous avons vu que la situation économique et la situation idéologique des masses ne coïncident pas obligatoirement et qu'il peut même y avoir, entre les deux, un écart sensible. La situation économique ne passe pas immédiatement et directement à la conscience politique ». *La psychologie de masse du fascisme*, Paris, Payot, 1972, p. 41.

faut mettre dans la balance les errements mêmes de la gauche ainsi que les limites intrinsèques de son développement social-libéral, devenu aujourd'hui hégémonique au sein de la gauche et particulièrement paralysant³. Mais peut-être faut-il aller plus loin et se demander aussi si la gauche n'a pas suffisamment porté attention à certains mécanismes collectifs de type psychosociologique qui restent pourtant décisifs dans cette affaire. Notamment ceux touchant à la façon dont peut se déclencher, en période de crise sociale, ce qu'on pourrait appeler la mécanique sociale du bouc émissaire.

La mécanique du bouc émissaire

On le sait en effet : le fait de choisir, sous la forme d'un ennemi tout trouvé, un bouc émissaire sur lequel on pourra décharger son agressivité rentrée ou ses haines contenues permet à ceux et celles qui ont l'impression⁴ d'être socialement en position précaire ou défavorable, de se gorger de sentiments de force et de puissance, et par conséquent, d'avoir l'impression de tenir en lisière les peurs qui les hantent. Et cela parce qu'ils se trouvent à pouvoir soudainement faire corps avec un groupe qui se soude autour d'eux et fait bloc devant l'image d'un danger appréhendé qu'on a dressé devant eux et illusoirement présenté comme étant à la source de tous leurs maux.

C'est là une mécanique à laquelle bien des groupes humains ont dû faire face : qu'on pense dans les années 1930 au peuple juif réduit à l'état de bouc émissaire par les dignitaires nazis qui ont su machiavéliquement instrumentaliser les sentiments de désarroi post-Première Guerre mondiale du peuple allemand. Ou encore aux Tutsis transformés de façon démagogique par une poignée de dirigeants hutus en boucs émissaires de tous les maux coloniaux et postcoloniaux du peuple rwandais des années 1990. Ou aux personnes migrantes et réfugiées de guerre d'aujourd'hui qui, dans le sillage de guerres impérialistes contemporaines ou de catastrophes climatiques, commencent à être montrées du doigt par les partis de droite et d'extrême droite, et sont en train de devenir les boucs émissaires de ces sentiments de peur et de désorientation identitaire qui hantent dorénavant les peuples de l'Europe de l'Ouest.

En fait, c'est toujours la même logique qui s'installe : chaque fois il s'agit de se jouer de puissants sentiments collectifs, et en particulier de manipuler des identités meurtries (ou qui se sentent meurtries) pour les transformer, par le biais de la mécanique du bouc émissaire, en identités meurtrières ; occasion au passage de faire renaître des logiques guerrières ou des politiques marquées par un autoritarisme grandissant.

On le voit bien, à travers les exemples que nous avons pris, il y a dans cette affaire toujours trois types d'acteurs sociaux qui sont directement impliqués, et dont la

3 Sa propension à ne plus se donner les moyens de mettre en cause le mode de production capitaliste et ses logiques prédatrices n'y est sans doute pas pour rien.

4 Peu importe ici que cette impression soit juste ou fausse !

gauche – si elle veut pouvoir arrêter la prolifération de tels phénomènes – ne devrait en oublier aucun : 1) les victimes directes de cette mécanique du bouc émissaire, victimes qu'il faut par tous les moyens s'employer à protéger ; 2) les acteurs politiques qui instrumentalisent démagogiquement la situation, acteurs qu'il faut dénoncer avec intransigeance et dont il faut essayer d'arrêter coûte que coûte les agissements ; 3) les populations désorientées ou apeurées (pour x raisons), populations dont il faut se donner les moyens de détourner l'énergie potentiellement meurtrière vers d'autres objectifs sociopolitiques.

Les forces et faiblesses de l'intervention de la gauche

Or, si la gauche en général a le réflexe de chercher à protéger les victimes appréhendées de la mécanique du bouc émissaire, si elle ne se prive pas de dénoncer ceux qui, de façon démagogique, utilisent le phénomène des identités meurtries à leur propre fin, elle tend à oublier dans ses stratégies d'intervention le troisième type d'acteurs impliqués, pourtant décisifs et essentiels.

Ainsi, si on se réfère à la situation québécoise, on verra que la gauche – que ce soit à travers Québec solidaire (QS) ou des organismes ou mouvements sociaux – a su prendre la défense de populations immigrantes stigmatisées, notamment en dénonçant l'islamophobie ambiante et le racisme systémique qui peut l'accompagner, ou encore en se portant par exemple avec courage en soutien aux victimes des attentats contre la mosquée de Québec. On verra aussi qu'elle ne s'est pas privée non plus de dénoncer les groupes ou les personnalités politiques ou médiatiques qui alimentent la haine de l'autre ou renforcent sciemment les logiques du bouc émissaire, et en particulier les radios poubelles dont on sait l'influence délétère, en particulier dans la région de Québec.

Par contre, elle n'a pas vraiment su trouver les moyens adéquats pour s'adresser au troisième groupe d'acteurs impliqués dont nous avons parlé précédemment. Sinon en le faisant le plus souvent sur le mode paternaliste et à partir d'une approche moralisante. Comme si les manières doucereuses de la rectitude politique (« c'n'est pas bien d'être racistes, vous devez le savoir, non ! ») avait quelque chance d'être efficaces vis-à-vis des comportements particulièrement violents des partisans d'extrême droite du « patriotiquement correct », ou surtout vis-à-vis des malaises, des peurs ou des frustrations diffuses qui courent dans de larges secteurs de la population, particulièrement au sein des classes populaires.

Pourtant tout de son bagage politique aurait dû permettre à la gauche d'y prêter attention. Après tout, le capitalisme néolibéral contemporain ne tend-il pas à avoir

pour effet (souvenez-vous du Manifeste du Parti communiste⁵ !) d'abolir toute valeur sociale commune (religieuse, morale politique, etc.), de dissoudre tous les liens humains qui leur correspondent, et cela, au profit du développement des seules valeurs marchandes et de leur circulation indéfinie ? Tendait à dissoudre tout ce qui permet de faire communauté, tout ce à partir de quoi on peut donner du sens à sa vie et, au passage, tout ce sur quoi pouvait se fonder la souveraineté. Il y a donc, depuis le redéploiement néolibéral des années 1980 et la mise entre parenthèses de l'État-providence, largement de quoi expliquer – au-delà même des phénomènes d'exploitation classique – les malaises et frustrations qui peuvent hanter les sociétés contemporaines... et se muer en de possibles nouveaux processus de constitution de bouc émissaire.

Faire quelque chose de grand ensemble

Or, pour contrer un tel processus, il n'y a pas, en termes politiques, trente-six solutions. Car on ne lutte pas contre des sentiments identitaires blessés par des mises en garde morales, fussent-elles de la plus noble facture. La seule façon d'y arriver, c'est non pas de condamner de haut ces sentiments de peur (et ces aspirations identitaires à faire communauté avec d'autres pour s'en protéger), mais de les reconnaître pour ce qu'ils sont, en cherchant au passage à les ré-orienter vers un projet d'affirmation politique positif et progressiste ; un projet qui justement, par la lutte sociale qu'il appelle, les politiques d'alliance qu'il requiert, permettrait de retrouver cette force commune espérée, en la redirigeant cependant, non pas contre un ennemi imaginaire transformé en bouc émissaire, mais cette fois-ci contre les forces sociales et politiques de droite bien réelles qui, au nom des vertus de la mondialisation néolibérale, s'opposent par exemple à ce que le peuple du Québec puisse souverainement décider des lois auxquelles il veut obéir.

Dans le cas du Québec, petite nation en mal d'affirmation, qui s'est toujours heurtée à l'oppression coloniale ou néocoloniale, la perspective de renouer clairement avec la lutte pour l'indépendance, et de la mettre de l'avant comme un axe central de la lutte politique pourrait être justement cette médiation politique indispensable permettant à la gauche de s'adresser avec efficacité à ce troisième type d'acteurs jusqu'à présent oubliés, en prenant ainsi en compte leurs légitimes désirs d'affirmation tout en leur donnant un contenu politique progressiste.

5 « ...cette agitation et cette perpétuelle insécurité distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes. Tous les rapports sociaux traditionnels et figés avec leur cortège de notions et d'idées antiques et vénérables se dissolvent ; tous ceux qui les remplacent vieillissent avant même de pouvoir s'ossifier. Tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont enfin forcés de jeter un regard lucide sur leurs conditions d'existence, leurs rapports réciproques ». Karl Marx, *Manifeste du Parti communiste*, Paris, Éditions 10-18, 1962, p. 23-24.

On voit là toute la responsabilité politique qui incombe à ce niveau à des partis comme Québec solidaire, mais pas seulement. Car si QS est à n'en pas douter un parti indépendantiste, et *a fortiori* depuis sa fusion avec Option nationale, ce parti n'est pas arrivé pour autant à faire de l'indépendance la pièce maîtresse de sa stratégie politique. Dans les faits, elle reste un axe de lutte parmi d'autres (l'écologie, l'égalité homme-femme, etc.), et sans que soit bien explicité, ni théoriquement ni pratiquement, comment une telle indépendance pourrait ou devrait se concrétiser dans les années à venir.

Il est vrai qu'il faut tenir compte du contexte et prendre la mesure des difficultés que vivent aujourd'hui les indépendantistes québécois toutes tendances confondues, ainsi que du relatif déclin que connaissent dans les sondages les volontés populaires de souveraineté. D'autant plus qu'à la manière de vases communicants, on assiste à l'inverse au retour en force de crispations identitaires préoccupantes. En ce sens, il y a une véritable responsabilité politique qui pèse sur les indépendantistes, et en particulier sur Québec solidaire : saura-t-on faire de l'indépendance du Québec l'axe stratégique d'une transition émancipatrice ?

Québec solidaire pourrait ainsi faire d'une pierre deux coups : aider à remettre en route un processus d'indépendance pour le Québec, tout en reprenant l'initiative politique et en proposant au peuple du Québec de... faire quelque chose de grand, non pas sur le mode du « tous pareils », mais avec cette préoccupation centrale du « tous ensemble ». C'est la seule voie qui, dans le contexte québécois, permettrait de mettre un frein au retour du populisme identitaire, et de commencer à arracher à la droite une partie de son leadership actuel. Qu'on se le dise !

En guise de post-scriptum

On pourrait, en guise de post-scriptum, rajouter ceci : le diagnostic politique qui se trouve à la base de ce texte part de l'idée-clef d'une fragmentation des forces de gauche qui, dans la période de renforcement continu de la droite que nous connaissons, paralyse une grande partie des efforts progressistes pour tenter de conjurer les effets les plus délétères de cette droitisation de la société : xénophobie, populisme, nationalisme identitaire, néolibéralisation du monde, etc.

Ce texte cherche donc à élaborer, dans le contexte du Québec, des stratégies qui permettraient de contrer cette fragmentation, et par conséquent de rassembler des forces aujourd'hui séparées ; des forces qui, à la seule condition d'oser travailler/re-travailler ensemble sur la base d'une vision politique du monde mettant en évidence ce qui les réunit (et non ce qui les divise), pourraient acquérir la puissance nécessaire pour mettre, sinon un terme à l'hégémonie de droite, du moins à en ébrécher dans la société les certitudes les plus solides.

C'est la raison pour laquelle ce texte ne cherche pas à s'attaquer de plein fouet ni aux partisans apparemment les plus radicaux de la gauche sociale (ne jurant que par la pensée décoloniale, l'antiracisme ou par la lutte à l'islamophobie !) ni à ceux qui, au nom de la laïcité de la nation (sociale ou républicaine) ou de la social-démocratie (plus ou moins néolibéralisée), tendent à minimiser le danger de la montée des droites et à se contenter du *statu quo* politique actuel.

Ce texte cherche bien plutôt à montrer que ni les uns ni les autres ne mettent le doigt sur le problème de fond qui paralyse la gauche et l'empêche de retrouver la force de transformation sociale et politique dont elle aurait tant besoin aujourd'hui. Les uns parce que, dans une véritable fuite en avant ne prenant en compte ni les échéances politiques concrètes, ni l'obstacle de l'organisation capitaliste de la production, ni non plus la nécessité d'un projet politique pensé en commun contre les logiques d'un système global, en viennent à alimenter les divisions contre lesquelles ils prétendent pourtant se dresser. Les autres, parce que de guerre lasse et emportés par le vaste mouvement de droitisation de la société tout entière, tendent à se satisfaire du désordre néolibéral actuel, quitte, si nécessaire, à flirter avec le nationalisme identitaire appréhendé finalement comme un moindre mal.

Il s'agit donc de ne prendre parti ni pour l'un ni pour l'autre de ces camps, mais de proposer des perspectives politiques qui permettraient, en dépassant les apories respectives des uns et des autres, d'aller au-delà des divisions, si dramatiques, dont ils sont l'expression. En ce sens, la lutte politique pour l'indépendance du Québec – pensée dans le cadre d'une constituante participative et au travers de mobilisations populaires croissantes – pourrait bien être, en termes politiques, ce qui pourrait rendre possible ce dépassement.

À condition cependant que QS sache sortir de son indétermination actuelle, en se donnant enfin une véritable stratégie politique qui aille au-delà de l'électoralisme primaire et d'une approche purement pragmatique et conjoncturelle de l'intervention politique. À condition aussi que les courants indépendantistes osent sortir de leurs quant-à-soi, en somme de leurs traditions en silos actuelles et se donnent les moyens de travailler au coude à coude, en rebâtissant ensemble une vision indépendantiste actualisée, en phase avec les grands défis sociaux et écologistes du XXI^e siècle, combinant étroitement question nationale et question sociale.

Si l'on veut enfin battre la droite au Québec, n'est-ce pas à cela qu'il faudrait de toute urgence travailler ?